



HAL
open science

Conseils de développement Auvergne Rhône-Alpes: du pouvoir et des promesses...

Alain Faure

► **To cite this version:**

Alain Faure. Conseils de développement Auvergne Rhône-Alpes: du pouvoir et des promesses... Rencontre régionale des Conseils de développement Auvergne-Rhône-Alpes, Conseil de développement de la Métro, Nov 2015, Grenoble, France. halshs-01249875

HAL Id: halshs-01249875

<https://shs.hal.science/halshs-01249875>

Submitted on 4 Jan 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les énigmes de l'action publique locale / carnet de recherche

Alain Faure, politiste – CNRS PACTE – Institut d'Etudes Politiques – Université de Grenoble – France

Conseils de développement Auvergne Rhône-Alpes: du pouvoir et des promesses...

Le 5 novembre 2015, une centaine de représentants des conseils de développement d'Auvergne et de Rhône-Alpes se sont réunis au Stade des Alpes à Grenoble pour imaginer ensemble la place et le rôle de ces instances dans la future collectivité fusionnant les deux régions (le programme de la journée – [la carte](#)). À l'initiative de Marie-Christine Simiand, de Bertrand Christian et de leur équipe, nous avons d'abord assisté à une séquence assez savoureuse de *speed*



dating au cours de laquelle les Clermontois, Lyonnais, Voironnais, franco-Genevois et autres Centre-Ardéchois ont « vendu » à l'assemblée leurs expériences, leurs projets, leurs espoirs... Dans ce moment généreux et coloré (avec des cartons verts, oranges et bleus), impossible de ne pas avoir une pensée émue pour la présidente du conseil de développement de la métropole grenobloise, notre amie Catherine Pouyet. Cette grande dame de la scène culturelle iséroise a été brutalement emportée par un cancer cet été. Elle défendait ardemment la nécessité d'inventer des passerelles avec les territoires voisins et au sein du réseau national des CDD. Elle soulignait souvent qu'il fallait lutter contre toutes les formes d'entre soi, que c'était ça, le premier danger des conseils de développement. Surtout, elle avait une façon étonnante de concevoir la démocratie locale en articulant la détermination, les doutes et la douceur. Oui, la douceur...

Il m'a semblé, dans la diversité des témoignages de la matinée, que tous les intervenants étaient au diapason de cette démarche sensible, au sens où ils exprimaient avec enthousiasme leur volonté de faire de la politique « autrement ». Et puisque l'on me sollicite pour qualifier cette dynamique en tant

que politiste, je souhaite ici insister sur les deux principaux défis qui attendent tous les militants et tous les techniciens investis dans cette démarche collective située à la croisée de la participation, de l'évaluation et de la concertation.

Le premier défi pour les membres des conseils de développement, c'est qu'ils assument plus ouvertement que leur engagement consiste à faire de la politique. On décrit volontiers le « gout du pouvoir » comme une maladie un peu honteuse qui serait orientée sur la conquête d'un poste et la détention de privilèges. Or lorsque l'on retrace les trajectoires militantes, on s'aperçoit que les engagements initiaux sont presque toujours motivés par la volonté de parler au nom du groupe, de le représenter, voire même de l'incarner. Il faut prendre un peu de recul par rapport au soupçon qui touche les élus locaux sur le cliché que ces derniers défendent d'abord des intérêts particuliers et qu'ils cherchent systématiquement à tirer profit de leur fonction. Dans mes enquêtes sur les racines familiales et émotives de l'entrée en politique, j'ai découvert des empreintes fondatrices étonnamment intimes, des drames, des blessures, des traumatismes, des passions... Les élus d'une collectivité locale, comme les membres d'un conseil de développement, s'engagent d'abord dans le collectif pour démontrer une capacité à faire de la médiation. Leur « gout du pouvoir », c'est au départ une volonté d'argumenter le « bien commun ». Les militants des conseils de développement ne sont pas des « élus » mais comme les élus, ils font de la politique dès lors qu'ils interviennent sur la définition de l'intérêt général. Il me semble que le défi consiste ici à reconnaître que les conseils de développement sont partie prenante de l'équation politique locale, qu'ils ne sont pas en suspension, au-dessus ou à côté du pouvoir. Ils en font partie.

Ce constat nous entraîne sur un second défi. Dès lors que ces militants font partie du système, il faut se demander à quoi servent les « promesses » politiques qu'ils formulent en tant que médiateurs. Un conseil de développement (comme un conseil communautaire ou un conseil municipal d'ailleurs) est une instance collective qui passe son temps à émettre des avis, à faire des diagnostics, à formuler des préconisations, à discuter des décisions, à réclamer des mesures. Un conseil de développement n'existe qu'à partir de ses *aptitudes discursives*: la capacité à narrer, à argumenter, à séduire, à convaincre, bref à être entendu. En science politique, on ne manque pas de théoriciens pour faire la démonstration que le langage est un instrument de domination et que les « élites » ont, précisément, le monopole de cette « violence symbolique ». Or ce qui caractérise la période politique contemporaine, c'est justement la panne de sens des discours produits par les élites politiques. Dans tous les champs de l'intervention publique, on observe une crise d'intelligibilité sur les priorités publiques à défendre. Que ce soit sur l'éducation, l'environnement, les déplacements, l'emploi ou la sécurité, les pouvoirs publics peinent à formuler des solutions acceptées par le plus grand nombre. Les élus locaux sont souvent les premières victimes de cette panne de sens dans la mesure où les « habitants » formulent avec vigueur un flot ininterrompu d'avis contradictoires. C'est ici, me semble-t-il, que les conseils de développement peuvent jouer un rôle décisif. À l'heure où les « professions » éprouvent de grandes difficultés à faire entendre la justesse de leurs revendications (quelle que soit la catégorie qui s'exprime), la parole des territoires devient centrale. En première lecture, c'est souvent la cacophonie et les positions de contestation et de blocage qui prennent le dessus. La démocratie devient alors pulsionnelle, ce que de nombreux dispositifs participatifs encouragent paradoxalement. Le défi pour les conseils de développement est donc d'aller au-delà de la simple diffusion des mécontentements, des refus et des indignations de la base. Il leur faut aussi les

traduire, les confronter, les trier et se poser en interlocuteur crédible, en force de proposition. Aujourd'hui, les « solutions » de politiques publiques ne deviennent effectives et efficaces que si elles sont entendues et acceptées comme telles. Dans ce travail de traduction, les conseils de développement ont un rôle novateur en termes de délibération, là où précisément ni les collectivités locales ni le Parlement ni les forums participatifs ne parviennent à construire des consensus.

Ces deux défis sont des « énigmes » au sens où la tradition politique française de la négociation politique s'est historiquement construite sur un modèle plutôt élitaire, national et catégoriel. La Réforme Territoriale ne formule pas explicitement un changement de cap mais elle suggère quand même, avec les « grandes » régions et les « grandes » intercommunalités, que ces territoires vont devenir des centres de gravité pour prendre les décisions importantes. Les transferts de compétences transfèrent les responsabilités et nécessitent de nouveaux consensus, bien au-delà des clivages un peu caricaturaux entre le rural et l'urbain, les territoires pauvres et riches, les actifs et les inactifs, les « bobos » et les exclus, les assignés et les mobiles, les jeunes et les vieux... Les conseils de développement entrent certes dans la réforme par la petite porte (rappelons que le réseau national des conseils de développement a dû se battre pour que la loi maintienne leur existence) mais ils possèdent pour l'instant une liberté de fonctionnement et de ton tout à fait salutaire. J'ai repéré dans la matinée trois mots clefs réjouissants : l'impertinence, la collégialité et le funambulisme. Exercer le pouvoir, au sens noble du terme, peut-être est-ce tout simplement parvenir à formuler des promesses crédibles pour mieux vivre ensemble sans renoncer à l'impertinence, à la collégialité et au funambulisme.

Résumons: les promesses deviennent politiques dès lors qu'elles sont partagées par le plus grand nombre et qu'elles permettent aux pouvoirs publics de les saisir et de les traduire en actions concrètes. Dans cette perspective, les conseils de développement ont une grande responsabilité pour accompagner le *big bang territorial* annoncé. Et le *manifeste* qui a été mis en discussion en fin d'après-midi constitue un premier signe très encourageant dans cette direction.

Alain Faure – Grenoble le 16/11/2015

Cette entrée a été publiée dans Non classé le 17 novembre 2015
[<http://enigmes.hypotheses.org/2210>] par AF.

A propos AF

<http://enigmes.hypotheses.org/>

Afficher tous les articles de AF →
